



Les organismes du secteur faible revenu de Lanaudière : une bonne pratique à mieux financer pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Mémoire préparé dans le cadre de la consultation publique en matière
de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

présenté par

*La Table des organismes faible revenu de Lanaudière
« la TRFR »*

Le 29e jour du mois de janvier 2016

Les organismes du secteur faible revenu de Lanaudière : une bonne pratique à mieux financer pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Monsieur le Ministre François Blais
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec, (Québec)
G1R 4Z1

Dans Lanaudière, il y a 32 organismes communautaires autonomes dans le secteur « faible revenu. » Ces organismes sont réunis au sein de la *Table régionale des organismes Faible revenu (TRFR)*.

4 de ces organismes sont à mandat régional. Il s'agit de *Moisson Lanaudière*, *Fin à la faim* et des 2 maisons d'hébergement d'urgence. Les 28 autres organismes desservent les citoyens d'une municipalité ou d'une MRC. Il s'agit d'organismes d'aide alimentaire, de cuisines collectives, de groupes d'éducation populaire, etc.

En 2015, la *TRFR* a effectué une démarche auprès de tous les organismes et elle a recueilli de nombreuses données qualitatives et quantitatives. Les données ont été extraites des formulaires de demandes du *Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) 2015*, des formulaires de demandes *Centraide 2015* et des rapports d'activités annuels 2014-2015 des organismes.

Les organismes ont déclaré avoir offert du soutien à 31 367 personnes* démunies de la région. De ce nombre, au moins 5437 étaient des enfants.

Plus de 4 840 citoyens sont membres des 32 organismes. Être membre, c'est s'engager dans la vie associative de l'organisme.

Quelques 1 022 bénévoles donnent de leur temps. Pour un total de plus de 130 924 heures de bénévolat.

Plus de 90 employés salariés travaillent dans les organismes.

*certaines personnes peuvent avoir reçu de l'aide dans plus d'un organisme.

Dans l'appel de mémoire, vous demandez des exemples de bonnes pratiques pour prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en favorisant le développement du potentiel des personnes, pour renforcer le filet de sécurité sociale et économique, pour favoriser l'accès à l'emploi et valoriser le travail, pour favoriser l'ensemble de la société...

Le travail des 32 organismes représentés par la *TRFR*, ce sont des bonnes pratiques exemplaires à connaître et à reconnaître! Qu'est-ce que ça change pour les personnes utilisatrices et membres?

- ✓ La personne n'a plus faim et elle a la sécurité de savoir qu'elle aura à manger pour elle et sa famille dans l'avenir
- ✓ Ses besoins de base sont comblés (se nourrir et se vêtir)
- ✓ Elle retrouve la dignité et le respect
- ✓ Elle développe un réseau, elle n'est plus isolé, elle a un lieu d'appartenance, elle apprend à tisser des amitiés
- ✓ Les personnes obtiennent de l'aide concrète
- ✓ Elles ont des références vers des ressources, elles apprennent à connaître les autres ressources aussi
- ✓ Elles trouvent des solutions à leurs problèmes
- ✓ La personne aidée retrouve un équilibre budgétaire pour voir à ses autres dépenses
- ✓ Elle reçoit de l'écoute
- ✓ Elle n'est plus « barouetté » d'un organisme à l'autre
- ✓ Elle reconnaît ses forces et ses qualités, elle retrouve confiance en soi
- ✓ Elle peut alors commencer à travailler sur elle, ou retrouver le chemin de l'emploi
- ✓ Elle est mieux équipée pour comprendre ce qui l'entoure et ce qu'elle vit
- ✓ Elle se raccroche à la vie
- ✓ Elle aspire à plus pour ses enfants

L'une des priorités du troisième plan d'action en matière de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale devrait être de mieux financer les groupes faible revenu car c'est une des solutions en matière de lutte à la pauvreté et d'inclusion sociale.

« Si vous voulez lutter efficacement contre la pauvreté, financez les groupes communautaires faible revenu! Les personnes démunies ont confiance en eux et les groupes les aident réellement à s'en sortir! » Mieux financer les groupes faible revenu : c'est une des solutions à la pauvreté!

Dans Lanaudière, les groupes de la *TRFR* réclament 2.4 millions \$ de plus en subvention du *Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC)*. Ce montant peut paraître élevé, mais il représente environ 75 000\$ par organisme. Il est également demandé que les financements accordés en sécurité alimentaire soient transférés en *PSOC* et ce, de façon récurrente.

En solidarité avec la plateforme de revendications communes de la *Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL)*, hausser le financement *PSOC* des organismes faible revenu, c'est respecter le cadre de financement convenu entre la *TROCL* et l'*Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière*, cadre que s'est engagé à respecter le *Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière (CISSSL)*. C'est favoriser l'atteinte des objectifs poursuivis (référence page 10) car :

- ✓ Cela permettra de réduire les écarts de financement entre les organismes et entre les différentes catégories d'organismes;

- ✓ Ces groupes sont très rarement ciblés par une priorité ministérielle en santé et services sociaux (comparativement aux secteurs des personnes handicapées, de la santé mentale ou jeunesse par exemple)
- ✓ Tous les membres de la *TRFR* se situent sous le seuil planché de la Phase 1 de développement.

Oui, les organismes faible revenu font des miracles avec pas grand-chose, ils se débrouillent avec moins que rien.

Oui, le travail est essentiellement fait par des bénévoles. Ce sont des gens de cœur qui travaillent parfois jusqu'à l'épuisement. Mais attention, les personnes qui travaillent dans les groupes s'épuisent réellement et elles pourraient quitter. Entres autres, de nombreux bons employés des groupes faible revenu quittent pour de meilleures conditions de travail dans d'autres groupes ou d'autres organisations, dont le réseau de la santé.

Oui, Lanaudière a moins de financement en santé qu'ailleurs. Centraide a la possibilité dans d'autres régions de donner plus aux groupes faible revenu. C'est certain que la pauvreté ne se vend pas bien. Ce n'est pas « winner » de parler de la pauvreté. Il y a beaucoup de préjugés. Il semble que la lutte à la pauvreté ne soit pas une priorité des gouvernements. Pourtant, si on s'en occupait, la santé, l'économie et l'éducation seraient bien meilleures.

2.4 Millions : c'est juste et c'est nécessaire maintenant!!

Parce que si vous nous financiez adéquatement,

Nous pourrions répondre à la hausse importante des demandes dans nos organismes

Cette hausse est causée, entre autres, à cause de :

- ✓ La fermeture d'usines importantes dans la région (ex. : Électrolux à L'Assomption ou Louisiana Pacific à St-Michel-de-Saints) Il est important de constater que les employés des usines fermées ne sont pas les seuls à perdre leur emploi. Dans les mois qui suivent la fermeture d'une usine, de nombreux commerces et restaurants alentours ferment aussi.
- ✓ Il y a de nouveaux « pauvres » (en lien avec des pertes d'emplois, la maladie, des retraites précaires, etc.)
- ✓ La hausse des frais d'Hydro Québec, de l'essence, des aliments, etc.
- ✓ La situation du logement
- ✓ Les revenus d'aide sociale ou de retraite insuffisants
- ✓ Les nouvelles règles de l'assurance-chômage
- ✓ L'effritement des familles et du tissu social (séparation, divorce, monoparentalité, aidant naturel sandwich)
- ✓ Etc.

Nous pourrions offrir plus de services aux membres/usagers

- ✓ Offrir des aliments en variété, de qualité et en quantité suffisante
- ✓ Développer le volet éducatif (cuisine, achat, café-causerie sur les droits, les lois, etc.)

- ✓ Offrir du *soutien par des intervenants* : c'est-à-dire des ressources humaines non professionnelles mais formées et rémunérées qui peuvent offrir de l'écoute, de la motivation, de l'intervention brève et d'impact, faire de l'accompagnement dans des démarches, faire de la référence, etc.
- ✓ Mieux aider dans les démarches d'insertion à l'emploi ou de retour au travail
- ✓ Développer la transformation alimentaire
- ✓ Augmenter la récupération en épicerie

Nous pourrions investir dans les ressources humaines des organismes

- ✓ Soutenir adéquatement les bénévoles (formation, reconnaissance, frais de gardiennage, etc.)
- ✓ Embaucher plus de personnel (coordination à temps plein, homme à-tout-faire, conducteur de camion, commis d'entrepôt, agent administratif, etc.)
- ✓ Améliorer les conditions de travail (pour assurer une permanence et la rétention en emploi)
- ✓ Être capable d'accueillir des stagiaires
- ✓ Ne pas dépendre des personnes en subventions salariales qui changent tout le temps
- ✓ Consolider la vie associative et le membership

Nous pourrions investir dans les locaux

- ✓ Faire des travaux nécessaires de rénovation
- ✓ Assurer la relocalisation, l'agrandissement ou l'aménagement d'une cuisine pour certains organismes
- ✓ Faire l'acquisition de camions, congélateurs, etc. (des équipements nécessaires à bien soutenir les gens démunis)

Pourquoi devrions-nous recevoir du financement de l'État, et plus particulièrement du Ministère de la santé et des services sociaux ?

Les organismes font déjà appel à la charité et à l'entraide. Ils sollicitent beaucoup les entreprises, les citoyens et les communautés. Cela demande beaucoup d'investissement de temps en sollicitation plutôt qu'en services. Souvent les milieux dans lesquels œuvrent les organismes sont aussi des communautés dévitalisées.

Les membres/usagers sont aussi très sollicités. Ils doivent contribuer financièrement et aussi en temps bénévole.

Les organismes faible revenu ne font partie du réseau de la santé mais ils sont un maillon essentiel d'aide aux personnes démunies. Ils sont un partenaire de premier ordre du Ministère de la santé et des services sociaux et c'est pourquoi ils doivent être financés par ce dernier pour actualiser pleinement leur mission.

Les dons ne sont pas des revenus stables d'année en année. L'administration d'un organisme ne peut pas se faire en fonction de rentrées d'argent imprévisibles. Les dons fluctuent en fonction de la situation économique. Moins bonne est l'économie, moins il y a de dons mais plus il y a de pauvreté!

La pauvreté a un impact direct sur la santé d'une personne. Agir pour réduire la pauvreté et ses impacts a un impact direct sur la santé de cette personne, et sur celle de toute sa famille. Une meilleure

alimentation a un impact sur la santé.

Les groupes faible revenu sont la première ligne, la vraie première. Ils reçoivent les personnes en attente de services du réseau, ils reçoivent les personnes qui sont éloignées du réseau, qui ont perdu confiance. Ils ont les outils et la manière d'écouter et de parler à des personnes peu scolarisées. Les groupes sont accessibles, sans rendez-vous, ouvert, quasiment « sur la rue », sans jugement.

Si les groupes faible revenu n'étaient pas là, les personnes se ramasseraient dans le réseau public, à l'urgence ou au CLSC. Il y aurait des débordements encore plus importants dans le réseau.

Dans plusieurs municipalités rurales, si les organismes faible revenu n'étaient pas là, les citoyens iraient chercher de l'aide directement à leur hôtel de ville. Ça coûterait plus cher et ça accaparerait vite la Municipalité.

Les organismes faible revenu réclament du financement à la mission plutôt que par programme ou par projet...

Parce que moins il y a de temps consacré à l'administration (ex. : demandes de financement, la reddition de compte et la paperasse), plus il y aura de temps directement consacré aux services aux personnes. Les services seraient développés et offerts à long terme sans rupture. Il y aurait une stabilité des services.

C'est pourquoi, nous demandons également que les enveloppes de financement par projet en sécurité alimentaire soient transférées en *PSOC*.

Signé par

Accueil Michel B. Comtois
Les ailes de l'espoir de St-Calixte
Aux trouvailles de Mandeville
Cuisines collectives La Joyeuse Marmite
Carrefour Émilie de Lanoraie
Les Collatines de L'Épiphanie
Comptoir L'Essentiel de Lavaltrie
Comptoir alimentaire de la Haute-Matawinie
Cuisines collectives de Matha
Groupe d'entraide En toute Amitié
Groupe des Montagnards de Chertsey
Groupe populaire d'Entrelacs
Hébergement d'urgence Lanaudière
La HUTTE-hébergement d'urgence
Maison populaire de Joliette
Fin à la faim
Source de vie St-Gabriel
Groupe d'entraide de Lavaltrie
Entraide communautaire Ste-Mélanie
La Clef familiale St-Barthélemy
La Ruche St-Damien
La Soupière Joliette-Lanaudière

La Manne quotidienne
Moisson Lanaudière
Provision Compassion
Service d'entraide St-Lin-Laurentides
Solidarité sociale Rawdon
Unité Point de départ